



**COMMUNAUTE DE COMMUNES DE LA MOSSIG ET DU VIGNOBLE**  
33 rue des Pins  
67310 - Wasselonne

## **RENOVATION ENERGETIQUE ET RESTRUCTURATION DE LA PISCINE INTERCOMMUNALE DE WASSELONNE**

### **RÈGLEMENT DE CONSULTATION**

*(LOT N°01-CURAGE)*

### **MARCHE DE TRAVAUX**

DATE ET HEURE LIMITE DE RECEPTION DES CANDIDATURES :

**26 JUIN 2025 à 12H00**

Procédure formalisée, « Appel d'offres ouvert » articles L.2124-2, R.2124-2. du Code de la commande publique (CCP)

# SOMMAIRE

<b>1.</b>	<b>ARTICLE 1 – INTERVENANTS .....</b>	<b>4</b>
<b>2.</b>	<b>ARTICLE 2 - OBJET DE LA CONSULTATION .....</b>	<b>4</b>
2.1.	Objet de la consultation et lieu(x) d'exécution .....	4
2.2.	Procédure de passation .....	5
2.3.	Décomposition de la consultation .....	5
2.4.	Conditions de la consultation .....	5
2.5.	Visite des lieux .....	6
2.6.	Nomenclature .....	6
<b>3.</b>	<b>ARTICLE 3 - DOSSIER DE CONSULTATION DES ENTREPRISES .....</b>	<b>6</b>
3.1.	Mise à disposition du dossier de consultation par voie électronique .....	6
3.2.	Contenu du dossier de consultation .....	7
3.3.	Modification de détail au dossier de consultation .....	7
3.4.	Questions-réponses .....	7
<b>4.</b>	<b>ARTICLE 4 - PRESENTATION DES CANDIDATURES ET DES OFFRES .....</b>	<b>7</b>
4.1.	Documents à produire .....	8
4.2.	Langue de rédaction des propositions .....	9
4.3.	Unité monétaire.....	9
4.4.	Conditions d'envoi ou de remise des plis .....	9
<b>5.</b>	<b>ARTICLE 5 - EXAMEN DES CANDIDATURES ET DES OFFRES .....</b>	<b>12</b>
5.1.	Sélection des candidatures .....	12
5.2.	Jugement des offres .....	12
5.3.	Régularisation d'une offre .....	14
<b>6.</b>	<b>ARTICLE 6 – ACCEPTATION DU REGLEMENT DE CONSULTATION .....</b>	<b>15</b>
<b>7.</b>	<b>ARTICLE 7 - RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES .....</b>	<b>15</b>
7.1.	Renseignements administratifs et techniques .....	15
7.2.	Voies et délais de recours .....	15

# 1. ARTICLE 1 – INTERVENANTS

## Le pouvoir adjudicateur :

### COMMUNAUTE DE COMMUNES DE LA MOSSIG ET DU VIGNOBLE

33 rue des Pins  
67310 – WASSELONNE  
Représentée par Monsieur ACKER, président.

## Assistant du maître d'ouvrage :

### MP CONSEIL

23 Rue de la Haye  
67300 SCHILTIGHEIM  
Représenté par Monsieur Tommy DORSI, Responsable adjoint de l'agence Grand Est.

## Groupeement de Maîtrise d'œuvre :

### Mandataire :

### DRLW ARCHITECTES

32 Rue Victor Schoelcher – BP2137  
68060 MULHOUSE

## *Bureau d'études structure, fluides et VRD :*

### OTE GROUPE

1 Rue de la Lisière - BP 40110  
67403 ILLKIRCH

## *Bureau d'études environnemental :*

### OTELIO

52 Rue du Prunier  
68800 COLMAR

## Bureau de Contrôle :

### Bureau VERITAS

8 Rue de l'Artisanat  
08000 CHARLEVILLE MEZIERE

## Coordonnateur SPS:

### BTP CONSULTANTS

1 Rue Evarist Galois  
67201 ECKBOLSHEIM

# 2. ARTICLE 2 - OBJET DE LA CONSULTATION

## 2.1. Objet de la consultation et lieu(x) d'exécution

## **CC DE LA MOSSIG ET DU VIGNOBLE – MARCHES TRAVAUX - RENOVATION ENERGETIQUE ET RESTRUCTURATION DE LA PISCINE INTERCOMMUNALE DE WASSELONNE**

La présente consultation a pour objet des travaux de rénovation énergétique et de restructuration de la piscine intercommunale de Wasselonne (67310), située 3 rue des Sapins (67310 Wasselonne).

L'allotissement des marchés de travaux est fixé à 20 lots.

Les travaux font l'objet de deux consultations :

- Un appel d'offre ouvert pour le LOT01
- Un appel d'offre ouvert pour les LOTS 2 à 21

### **2.2. Procédure de passation**

La présente consultation est une procédure formalisée « Appel d'offres ouvert », en application des articles L.2124-2, R.2124-2 et R.2161-2 à R.2161-5 du Code de la commande publique.

Pour rappel « L'appel d'offres, ouvert ou restreint, est la procédure par laquelle l'acheteur choisit l'offre économiquement la plus avantageuse, sans négociation, sur la base de critères objectifs préalablement portés à la connaissance des candidats. »

### **2.3. Décomposition de la consultation**

Marché public de travaux à prix global et forfaitaire.

Le marché public est divisé en plusieurs lots distincts. Chaque lot fera l'objet d'une attribution séparée.

**La présente consultation ne concerne que le LOT01 CURAGE**, les autres lots feront l'objet d'une consultation ultérieure.

LOT01 - CURAGE  
LOT02 - GROS ŒUVRE  
LOT03 - CHARPENTE METAL  
LOT04 - COUVERTURE/ETANCHEITE/BARDAGE  
LOT05 - MENUISERIE EXTERIEURE ALU/VITRERIE/STORE  
LOT06 - SERRURERIE/PERGOLA  
LOT07 - CHAUFFAGE/VENTILATION  
LOT08 - PLOMBERIE/SANITAIRE  
LOT09 - ELECTRICITE/COURANTS FAIBLES  
LOT10 – PHOTOVOLTAIQUE  
LOT11 – PLATRIERIE  
LOT12 – MENUISERIE INTERIEURE BOIS/ MOBILIER  
LOT13 – CHAPE/CARRELAGE/FAIENCE  
LOT14 – PEINTURE  
LOT15 – PLAFOND SUSPENDU  
LOT16 – ECHAFAUDAGE  
LOT17 – ISOLATION THERMIQUE EXT/ENDUIT  
LOT18 – TERRASSEMENT/VRD/AMENAGEMENT EXT  
LOT19 – BASSIN INOX  
LOT20 – TRAITEMENT D'EAU  
LOT21 – JEUX PATAUGEoire

### **2.4. Conditions de la consultation**

#### **2.4.1 Date limite de réception des offres**

**La date de réception des offres est fixée au 26 juin 2025 à 12h00**

Au-delà de cette date, les offres seront rejetées et retournées à leurs auteurs sans qu'aucune contestation ne puisse être élevée.

Toute offre dématérialisée devra impérativement parvenir à destination avant la date et l'heure limite de remise des plis.

#### 2.4.2 Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est de 120 jours calendaire à compter de la date limite de réception des offres.

#### 2.4.3 Variantes et prestations supplémentaires éventuelles (PSE)

Les variantes ne sont pas autorisées dans le cadre de la présente consultation.

Il n'est pas prévu de PSE dans le cadre de cette consultation.

#### 2.4.4 Forme juridique du groupement

En vertu des articles L.2142-1, R.2142-1, R.2142-2, R.2142-5 à R.2142-27, R.2343-3 et pour des motivations liées à la bonne exécution du marché public qui résultera de la présente consultation, le mandataire devra **obligatoirement** être responsable solidairement de l'ensemble des autres membres du groupement.

Les pièces administratives relevant de la candidature seront fournies par l'ensemble du groupement. Les capacités techniques, financières et professionnelles seront appréciées globalement pour l'ensemble du groupement conformément aux articles R.2142-25 et R.2144-1 à R.2144-7 du CCP.

Le pouvoir adjudicateur autorise aux candidats de présenter leurs offres en agissant à la fois en qualité de candidats individuels ou de membres d'un ou plusieurs groupements. Cependant, le candidat ne peut cumuler les deux qualités et ne peut être mandataire d'un seul et unique groupement pour un même marché

### 2.5. Visite des lieux

Dans le cadre du marché LOT01 CURAGE, la visite du site est obligatoire.

Deux créneaux sont proposés :

Mardi 3 juin 2025, de 9h00 à 11h00

Mardi 10 juin 2025, de 9h00 à 11h00

Afin d'assurer le bon déroulement de ces visites, nous vous remercions de bien vouloir prendre RDV auprès de la Communauté de Communes au 03.88.59.12.10

Cette visite fera l'objet de la signature contradictoire d'une attestation de visite (cf. annexe).

### 2.6. Nomenclature

La référence aux nomenclatures européennes CPV associée à la présente consultation est :

TRAVAUX DE CONSTRUCTION D'INSTALLATIONS SPORTIVES - 45212200

## 3. ARTICLE 3 - DOSSIER DE CONSULTATION DES ENTREPRISES

### 3.1. Mise à disposition du dossier de consultation par voie électronique

Conformément aux articles L2132-2 et R2132-2 du Code de la Commande Publique, le pouvoir adjudicateur met à

disposition le dossier de consultation par voie électronique, à l'adresse suivante : <https://www.alsacemarchespublics.eu>

Les soumissionnaires pourront s'authentifier sur le site et notamment indiquer une adresse courriel électronique permettant de façon certaine une correspondance électronique notamment pour l'envoi d'éventuels compléments, précisions ou rectifications.

### **3.2. Contenu du dossier de consultation**

Le dossier de consultation comprend les documents suivants :

- le règlement de la consultation,
- l'acte d'engagement,
- le mémoire technique à compléter
- le CCAP et ses annexes,
- le CCTP spécifique à chaque lot et ses annexes,
- la décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF), spécifique à chaque lot,
- planning prévisionnel,
- diagnostic Amiante et Plomb,
- plans PRO, plans de repérage, photos
- Plan général de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé (PGCSPS)

### **3.3. Modification de détail au dossier de consultation**

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité d'envoyer au plus tard 8 jours avant la date limite de remise des candidatures et des offres, des modifications de détail sur le dossier de consultation.

Ces modifications n'altéreront pas les éléments substantiels du marché public.

Les candidats devront, alors, répondre sur la base des documents modifiés de la consultation sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet.

Si, pendant l'étude des documents de la consultation par les candidats, la date limite fixée pour la remise des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

Dans le cas où un candidat aurait remis une offre avant les modifications, il pourra en remettre une nouvelle sur la base du dernier dossier modifié, avant la date et l'heure limites de dépôt des offres.

### **3.4. Questions-réponses**

Les candidats ont la faculté de poser des questions relatives à la présente consultation.

Pour ce faire, ils peuvent faire parvenir leurs questions uniquement via le profil acheteur <https://plateforme.alsacemarchespublics.eu>. Les candidats adressent leurs demandes au plus tard dix (10) jours avant la date limite de remise des offres. Aucune autre demande ne sera acceptée au-delà de cette échéance.

## **4. ARTICLE 4 - PRESENTATION DES CANDIDATURES ET DES OFFRES**

La transmission des candidatures et des offres se fera uniquement par voie électronique sur le profil d'acheteur du pouvoir adjudicateur : la plateforme Alsace Marchés Publics <https://plateforme.alsacemarchespublics.eu>

#### **4.1. Documents à produire**

Le dossier à remettre par chaque candidat comprendra les pièces mentionnées ci-après.

##### **4.1.1. Présentation de la candidature**

###### **Concernant la situation juridique de l'entreprise :**

- La lettre de candidature DC1, précisant clairement le mandataire du groupement ;
- Le formulaire DC2 ou les déclarations et attestations prévues à l'article R2143-3 du Code de la Commande Publique, pour tous les membres du groupement ;
- Une attestation sur l'honneur que le candidat n'entre dans aucun des cas mentionnés aux articles R.2141-1 à R.2141-11 du CCP et notamment qu'il est en règle au regard des articles L.5212-1 à L.5212-11 du Code du travail concernant l'emploi des travailleurs handicapés ;
- Une attestation d'assurance professionnelle et responsabilité civile et décennale de l'année en cours pour tous les membres du groupement ;
- Les documents relatifs aux pouvoirs de la personne habilitée pour engager l'opérateur économique ;
- L'extrait K-BIS de moins de 3mois.
- L'acheteur accepte que le candidat présente sa candidature sous la forme d'un document unique de marché européen (DUME) en lieu et place du DC1 et DC2, documents mentionnés à l'article R2143-4 du Code de la Commande Publique. Le pouvoir adjudicateur ne met pas à disposition des candidats de DUME Acheteur. Cela signifie que les candidats doivent renseigner la première partie du DUME concernant les informations relatives à la procédure.

###### **Concernant les capacités économiques et financières :**

- La déclaration concernant le chiffre d'affaires, portant sur les prestations objet du contrat, réalisé au cours des trois derniers exercices disponibles (à renseigner dans le DC1) ;
- Les attestations de régularité fiscale et sociale\* ;

\*Les attestations de régularité fiscale et sociale sont exigées pour le titulaire du marché uniquement. Dans ce cas, elles peuvent ne pas être jointes au moment de la candidature, mais être fournies par la suite par l'attributaire.

###### **Concernant les références professionnelles et la capacité technique du candidat :**

- Les références et qualifications du candidat concernant ses capacités professionnelles, techniques et financières et notamment :
  - Une déclaration concernant le chiffre d'affaires global sur les 3 dernières années
  - Une liste de références d'importance et prestations similaires au présent projet
  - Une attestation de qualification et label RGE ;
- Une présentation des moyens humains, matériels, techniques, et structurels (notamment la localisation de la société mère et des éventuelles filiales), ainsi que les qualifications et compétences du candidat.

Les candidats doivent produire les pièces suivantes rédigées en français, complétées, datées et, le cas échéant signées, par une personne habilitée à engager l'entreprise (inscrite sur la liste figurant dans le dossier du candidat).

Conformément à l'article R2143-13 du Code de la Commande Publique, les candidats ne sont pas tenus de fournir les documents justificatifs susvisés à la condition que ces documents puissent être obtenus directement et gratuitement par le pouvoir adjudicateur par le biais d'un système électronique de mise à disposition d'informations administré par un organisme officiel ou d'un espace de stockage numérique. Le dossier de candidature remis par le candidat précisera dans ce cas toutes les informations nécessaires à la consultation de ce système ou de cet espace.

##### **4.1.2. Présentation de l'offre**

Les offres présentées par les candidats devront être conformes aux différentes pièces de la consultation ainsi qu'au présent règlement. Elles devront être composées des documents suivants :

- Attestation de visite
- L'acte d'engagement dûment complété, daté et signé ;
- Le cas échéant, la ou les demandes de sous-traitance dûment remplies et signées par le sous-traitant et le candidat (DC4) ;
- La décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF) selon trame incluse au DCE (sous format EXCEL avec arrondi à

## **CC DE LA MOSSIG ET DU VIGNOBLE – MARCHES TRAVAUX - RENOVATION ENERGETIQUE ET RESTRUCTURATION DE LA PISCINE INTERCOMMUNALE DE WASSELONNE**

2 chiffres après la virgule des quantités, prix unitaires et montants en utilisant la fonction ARRONDI) ;

- Le CCTP et le CCAP, signé ;
- Le cadre de mémoire technique fourni à l'appel d'offres dûment complété
- Un planning détaillé de réalisation des travaux dûment paraphé et signé par le candidat.

Le mémoire technique fait partie intégrante de l'offre et son absence ou un établissement incomplet ou insuffisant entraînera l'irrégularité de l'offre du candidat.

### **4.2. Langue de rédaction des propositions**

Les propositions doivent être rédigées en langue française.

### **4.3. Unité monétaire**

Le pouvoir adjudicateur conclura le marché dans l'unité monétaire suivante : euro(s).

### **4.4. Conditions d'envoi ou de remise des plis**

Depuis le 1er octobre 2018, les plis ne sont plus acceptés sur support papier. La réglementation impose une remise électronique.

**Si le candidat adresse plusieurs plis différents, seul le dernier pli reçu, dans les conditions du présent règlement, sera examiné.**

Les plis qui parviendraient après la date et l'heure limites fixées en première page du présent document, ainsi que ceux parvenus sous enveloppe, ne seront pas retenus et seront renvoyés à leur auteur.

#### **Modalités de retrait :**

Pour télécharger les documents autres que le règlement de la consultation et afin qu'ils puissent être destinataires des modifications et précisions apportées éventuellement aux documents de la consultation, les opérateurs économiques devront impérativement s'inscrire dans les conditions prévues par la Plateforme de dématérialisation.

En référence aux articles R.2132-7 et R.2132-13, l'opérateur économique procédant à une demande de transmission du dossier de consultation par voie électronique est réputé avoir accepté l'utilisation d'un procédé électronique pour l'accomplissement des échanges nécessaires à la procédure objet du présent règlement de la consultation.

Le pouvoir adjudicateur attire donc l'attention des opérateurs économiques sur le soin particulier qu'ils doivent consentir, lors du retrait du dossier de consultation par voie dématérialisée, à leur identification sur le profil d'acheteur.

En particulier, le renseignement d'une adresse électronique opérante est nécessaire au déroulement de la procédure. Le caractère opérant de l'adresse électronique est constitué des 3 conditions cumulatives suivantes :

- l'adresse électronique est correctement saisie dans le formulaire dédié du profil d'acheteur ;
- la consultation de la boîte de réception afférente à l'adresse électronique est effectuée par une ou plusieurs personnes physiques diligentes faisant partie de l'organisation de l'opérateur économique dédiée au traitement de la procédure de marché public ;
- la boîte de réception afférente à l'adresse électronique est quotidiennement consultée ;

Seule fait foi l'adresse électronique libellée dans le registre de retrait des dossiers de consultation généré par le profil d'acheteur (émanant de la saisie informatique de l'opérateur économique dans le formulaire dédié du profil d'acheteur). Cette adresse électronique conditionne l'effectivité des échanges intervenant entre le pouvoir adjudicateur et l'opérateur économique.

En l'absence de la saisie d'une adresse électronique opérante, l'opérateur économique ne pourra se prévaloir à l'encontre du pouvoir adjudicateur d'un défaut d'information ou d'un défaut de formalité requise et des conséquences en résultant. Seuls les dépôts spécifiques réclamés par le pouvoir adjudicateur (remise d'échantillons, de maquettes etc.) ou le dépôt d'une copie de sauvegarde seront acceptés par voie postale ou remis en main propre avant la date limite de remise des offres.



**CC DE LA MOSSIG ET DU VIGNOBLE – MARCHES TRAVAUX - RENOVATION ENERGETIQUE ET RESTRUCTURATION DE LA  
PISCINE INTERCOMMUNALE DE WASSELONNE**

Les candidats sont avisés que les frais d'accès au réseau et, le cas échéant, de recours à la signature électronique sont à la charge de chaque candidat.

Remise des plis par voie électronique :

Conformément aux articles L2132-2, R2132-3 et R2132-7 à R2132-11 du Code de la Commande Publique, la transmission des candidatures et des offres se fera uniquement par voie électronique sur le profil d'acheteur :

<https://www.alsacemarchespublics.eu>

La remise des plis sur support papier ou support physique électronique (Clé USB, CD-ROM, DVD ROM) n'est pas autorisée sous peine d'irrégularité de l'offre.

Il est rappelé que seule la date de réception de la candidature ou de l'offre par la plate-forme est prise en compte et en aucun cas, la date et l'heure d'envoi par le soumissionnaire.

Seul le dépôt d'une copie de sauvegarde sera accepté par voie postale ou remis en main propre avant la date limite de remise des offres.

Pour pouvoir remettre un pli par voie électronique, le candidat doit s'assurer de répondre aux prérequis techniques de la Plateforme utilisée.

Il est recommandé aux candidats de ne pas transmettre leur pli en « dernières minutes » et de s'être assurés par un test préalable qu'ils maîtrisent bien le mode de fonctionnement de la plate-forme.

Pour chaque document sur lequel une signature est exigée, celle-ci doit émaner d'une personne habilitée à engager le candidat. Cette personne est soit le représentant légal du candidat, soit toute autre personne bénéficiant d'une délégation de pouvoir ou de signature établie par le représentant légal du candidat.

Les propositions doivent être transmises dans des conditions qui permettent d'authentifier la signature du candidat selon les exigences posées aux articles 1316 à 1316-4 du Code Civil. La transmission doit pouvoir faire l'objet d'une date certaine de réception et d'un accusé de réception électronique. Les plis transmis par voie électronique sont horodatés.

Les candidats respecteront les dispositions techniques de dépôt des offres et de signature électronique du profil d'acheteur.

Il est rappelé que la durée du téléchargement est fonction du débit ascendant de l'accès internet du soumissionnaire et de la taille des documents à transmettre.

**RAPPEL :**

Les candidatures et les offres présentées sur support papier ou sur support physique électronique (CD-ROM, DVD-ROM, clé USB) et adressées au pouvoir adjudicateur ou déposées dans nos services, seront REFUSÉES et RETOURNÉES à l'opérateur économique, hors copie de sauvegarde.

**Nature des Communications et échanges d'informations avec les candidats :**

Les communications et les échanges d'informations, dont l'envoi des candidatures et des offres liés à la présente consultation, sont effectués uniquement par voie électronique, conformément à la réglementation. Les candidats ne peuvent pas recourir à des modes différenciés de transmission pour la candidature et pour l'offre.

Toute modification du dossier de consultation fait l'objet d'un envoi de message électronique à l'adresse e-mail qui a été indiquée lors du téléchargement du dossier.

À cette fin, il est conseillé aux candidats de s'identifier sur le profil d'acheteur <https://www.alsacemarchespublics.eu> avant de télécharger les documents de la consultation. En effet, le téléchargement anonyme du dossier de consultation des entreprises ne permet pas de recevoir les modifications apportées à la consultation.

Il est donc nécessaire de vérifier très régulièrement les messages reçus à cette adresse. La responsabilité de l'acheteur public ne saurait être recherchée si le candidat a communiqué une adresse erronée, s'il n'a pas souhaité s'identifier, ou s'il n'a pas consulté ses messages en temps et en heure.

**Conditions générales d'envoi ou de remise des candidatures et des offres :**

Les candidatures ou les offres sont transmises en une seule fois. Si plusieurs candidatures ou offres sont adressées ou transmises successivement par un même candidat, seule la dernière reçue dans le délai fixé pour la remise des candidatures ou des offres sera ouverte.

**Conditions d'envoi par transmission électronique :**

Les candidats présenteront leur réponse au moyen de fichiers comprenant à la fois les documents relatifs à la candidature et ceux relatifs à l'offre. La transmission dématérialisée est effectuée via le profil d'acheteur suivant :  
<https://www.alsacemarchespublics.eu>

Les frais d'accès au réseau sont à la charge des candidats. Chaque transmission dématérialisée fera l'objet d'une date certaine de réception et d'un accusé de réception électronique. Le fuseau horaire de référence sera celui de (GMT+01:00) Paris, Bruxelles, Copenhague, Madrid. Il est rappelé que seule la transmission électronique complète avant l'heure limite de réception des offres constitue une candidature électronique remise dans les délais. Une candidature électronique, en cours de transmission au moment de l'heure limite de réception des offres, constitue une candidature reçue hors délai.

Les offres envoyées par le biais d'autres canaux seront considérées comme irrégulières. Les offres sont transmises en une seule fois.

Si plusieurs offres sont successivement transmises par un même soumissionnaire, seule est ouverte la dernière offre reçue dans le délai fixé pour la remise des offres.

Le dossier contiendra les pièces énumérées à l'article 6 du présent règlement de la consultation.

Acquisition d'un certificat de signature électronique :

L'envoi des réponses par voie électronique requiert un certificat de signature électronique pour signer vos documents par voie électronique.

Le certificat électronique est une carte à puce ou une clé USB contenant les informations relatives à l'identité du signataire. Le certificat électronique permet donc d'identifier le signataire et de conférer aux offres électroniques la même valeur que les offres papiers conformément aux articles 1316 et suivants du code civil.

Le certificat électronique est délivré par une autorité de certification agréée, chargée de vérifier l'identité du porteur du certificat, grâce à des pièces justificatives, pièce d'identité, extrait K-bis etc.

Les candidats peuvent consulter la liste des autorités de certifications conformément à l'arrêté du 22 mars 2019 relatif à la signature électronique des contrats de la commande publique.

**Prescriptions relatives aux fichiers informatiques :**

Tout document ou support électronique envoyé par un candidat dans lequel un virus informatique est détecté par le pouvoir adjudicateur sera réputé n'avoir jamais été reçu. Tous les fichiers envoyés devront être traités préalablement par un logiciel anti-virus, à charge du candidat. Aussi, il est conseillé aux candidats d'utiliser un antivirus régulièrement mis à jour.

Par ailleurs, afin d'empêcher la diffusion des virus informatiques, les candidats ne doivent utiliser ni les exécutables (notamment les ".exe"), ni les "macros". Les formats de fichiers acceptés par le pouvoir adjudicateur sont les suivants : ".doc", ".xls", ".ppt", ".zip", ".pdf".

Signature, transmission des plis et re-matérialisation :

Conformément à l'arrêté du 22 mars 2019 relatif à la signature électronique des contrats de la commande publique, ces documents peuvent être transmis non signés au moment du dépôt des plis (article R2182-3). La signature électronique est facultative.

Les documents transmis par voie électronique seront re-matérialisés après l'ouverture des plis.

Les candidats sont informés que l'attribution du marché pourra donner lieu à la signature manuscrite d'un marché sur support papier. Les candidats s'engagent donc à accepter l'éventuelle signature manuscrite du présent marché public.

Si les documents sont signés électroniquement, ils devront l'être à l'aide d'un certificat de signature électronique acquis auprès d'une autorité de certification.

Le certificat utilisé doit être valide à la date de la signature du document (ni échu, ni révoqué) et être établi au nom d'une personne physique autorisée à signer le marché.

Une fois le dossier complété et les pièces signées, le soumissionnaire pourra publier sa réponse. L'envoi signé fait l'objet d'un accusé d'envoi électronique sur l'adresse électronique de l'émetteur, confirmant le bon déroulement de l'envoi sur le portail.

Les plis doivent être envoyés avant les dates et heures limites de remise des plis.

En cas de groupement, un outil de cosignature permet à tous les membres de groupement de co-signer les pièces ou à défaut le mandataire dûment habilité par les membres du groupement signe les pièces pour l'ensemble des membres du groupement.

Les candidats sont informés que l'attribution du marché donnera lieu à la signature manuscrite d'un marché papier.

#### **Copie de sauvegarde :**

Lorsque l'offre est envoyée par voie électronique, une copie de sauvegarde peut être envoyée dans les conditions fixées par arrêté du 22 mars 2019 fixant les modalités de mise à disposition des documents de la consultation et de la copie de sauvegarde. La copie de sauvegarde doit être placée dans un pli scellé comportant la mention lisible : « copie de sauvegarde ».

Le soumissionnaire qui effectue à la fois une transmission électronique et, à titre de copie de sauvegarde, une transmission sur support physique électronique (CD-ROM, clé USB etc. ...) ou sur support papier doit faire parvenir cette copie avant la date limite de remise des plis. La copie de sauvegarde ne peut être ouverte que dans les cas suivants :

- si un programme malveillant est détecté dans les candidatures et les offres transmises par voie électronique ;
- lorsqu'une candidature ou une offre électronique est reçue de façon incomplète, hors délais ou n'a pu être ouverte sous réserve que la transmission de la candidature ou de l'offre électronique ait commencé avant la clôture de la remise des candidatures ou des offres.
- Lorsqu'une offre a été transmise par voie électronique, mais n'est pas parvenue dans le délai de remise des offres ou n'a pas pu être ouverte par le pouvoir adjudicateur, celui-ci procède à l'ouverture de la copie de sauvegarde, sous réserve que celle-ci lui soit parvenue dans le délai de remise des offres.

Les documents de la copie de sauvegarde sont soumis aux mêmes obligations que ceux transmis par voie électronique. Le pli contenant la copie de sauvegarde sera détruit par le pouvoir adjudicateur s'il n'est pas ouvert.

Le pli cacheté contenant la copie de sauvegarde sera adressé, jusqu'à la date et l'heure limites de réception des offres fixées au règlement de la consultation et portera les mentions suivantes :

#### **Protection des données personnelles**

Les soumissionnaires déclarent parfaitement connaître et appliquer les obligations fixées par les lois et règlements applicables en matière de protection des données personnelles, notamment le règlement européen 2016/679 du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données (RGPD).

## **5. ARTICLE 5 - EXAMEN DES CANDIDATURES ET DES OFFRES**

### **5.1. Sélection des candidatures**

La vérification des conditions de participation à la consultation peut intervenir à tout moment de la consultation et au plus tard avant l'attribution. Si le pouvoir adjudicateur constate avant de procéder à l'examen des candidatures que des pièces dont la production était réclamée sont absentes ou incomplètes, elle peut demander à tous les candidats concernés de compléter leur dossier de candidature dans un délai identique pour tous de 8 jours ouvrés.

Il peut également demander à tous les candidats de compléter ou d'expliquer les documents justificatifs et moyens de preuve fournis ou obtenus.

En l'absence de signature des documents ou de production des attestations sollicitées au titre des articles R.2143-5 à R.2143-15 du CCP dans le délai demandé, son offre sera rejetée et le marché public sera automatiquement attribué à l'opérateur classé immédiatement après lui dans le classement établi par la pouvoir adjudicateur. Dans ce cas de figure, il sera également demandé au nouvel attributaire de fournir les mêmes justificatifs et/ou de signer les documents dans le même délai que l'attributaire initial.

Si nécessaire, cette procédure peut être reproduite tant qu'il subsiste des candidatures recevables ou des offres qui n'ont pas été écartées au motif qu'elles sont inappropriées, irrégulières ou inacceptables.

### **5.2. Jugement des offres**

Ce jugement sera effectué dans les conditions prévues à l'article L.2152-7 du CCP.

**CC DE LA MOSSIG ET DU VIGNOLE – MARCHES TRAVAUX - RENOVATION ENERGETIQUE ET RESTRUCTURATION DE LA PISCINE INTERCOMMUNALE DE WASSELONNE**

Après élimination des offres inappropriées, irrégulières et inacceptables, les offres recevables seront appréciées et classées selon les critères définis ci-dessous. Les critères de choix sont pondérés de la manière suivante :

Pour chaque lot :

<i>Critères et sous critères</i>	<i>Pondération (points)</i>
<b>Critère 1 : montant total HT indiqué dans l'AE</b> <i>Méthode de calcul du critère : <math>N * (MD/O)</math>, où N = note maximale, MD = offre moins-disante et O = montant de l'offre</i>	<b>40</b>
<b>Critère 2 : Valeur Technique</b> <b>Cf sous critères ci-dessous</b>	<b>60</b>

Les sous-critères sont précisés dans les 4 tableaux ci-dessous. Tous ces éléments sont mentionnés dans le Mémoire Technique joint au présent dossier de la consultation. Ce document devra être obligatoirement complété par l'ensemble des candidats.

A noter que si le Mémoire Technique est incomplet ou manquant, l'offre du candidat sera déclarée comme irrégulière. Il ne sera accepté aucun autre document. Seul le Mémoire Technique joint au présent DCE sera utilisé lors de l'analyse des offres.

<b>Moyens humains et matériels affectés au chantier :</b>	<b>/12 points</b>
Moyens humains affectés au chantier :	/5 points
Satisfaisant	5 points
Moyen	2,5 points
Insuffisant	0 points
Expérience/qualification :	/4 points
Satisfaisant	4 points
Moyen	2 points
Insuffisant	0 points
Sécurité des personnes :	/3 points
Satisfaisant	3 points
Moyen	1,5 points
Insuffisant	0 points

<b>Moyens matériels et matériaux pour le chantier, qualité, performance :</b>	<b>/24 points</b>
Moyens techniques utilisés sur site :	/3 points
Satisfaisant	3 points
Moyen	1,5 points
Insuffisant	0 points
Marques et provenances des principaux produits utilisés, qualité, performance :	/18 points
Satisfaisant	18 points
Moyen	9 points
Insuffisant	0 points
Entretien et maintenance des matériels et matériaux proposés :	/3 points
Satisfaisant	3 points
Moyen	1,5 points
Insuffisant	0 points

<b>Méthodologie d'exécution :</b>	<b>/18 points</b>
-----------------------------------	-------------------

**CC DE LA MOSSIG ET DU VIGNOLE – MARCHES TRAVAUX - RENOVATION ENERGETIQUE ET RESTRUCTURATION DE LA PISCINE INTERCOMMUNALE DE WASSELONNE**

Méthode d'exécution des travaux envisagés pour le respect des délais, consistance et durée des différentes tâches suivant calendrier général joint au dossier de consultation :		/18 points
Satisfaisant	18 points	
Moyen	9 points	
Insuffisant	0 points	

<b>Gestion des déchets / Propreté de chantier :</b>		<b>/6 points</b>
Méthodes de tri des déchets de chantier :		/3 points
Satisfaisant	3 points	
Moyen	1,5 points	
Insuffisant	0 points	
Moyens de contrôle et de traçabilité :		/3 points
Satisfaisant	3 points	
Moyen	1,5 points	
Insuffisant	0 points	

En cas de contradiction entre les montants figurant sur l'acte d'engagement et les montants figurant sur la décomposition du prix forfaitaire, seuls les montants qui figurent sur l'acte d'engagement seront pris en compte.

Le candidat pourra être invité par le maître d'ouvrage à mettre sa décomposition de prix forfaitaire en cohérence avec l'acte d'engagement. En cas de refus, l'offre pourra, si le maître d'ouvrage le décide, être éliminée.

Dans le cas où des erreurs purement matérielles (de multiplication, d'addition ou de report) seraient constatées dans l'offre du candidat, l'entreprise sera invitée à confirmer l'offre rectifiée ; en cas de refus, son offre sera éliminée comme non cohérente.

La consultation pourra à tout moment être déclarée sans suite pour un, plusieurs ou tous les lots. Dans ce cas, les candidats en seront informés et aucune indemnité ne sera versée.

Le critère « prix des prestations » est noté sur 40 points, l'offre conforme la moins-disante se voyant attribuer le maximum de points. Les notes Np seront déterminées en application de la formule suivante :

$$N = B (P0/P)$$

N : note pour le critère prix

B : barème de notation du critère prix P : prix de l'offre

P0 : prix de l'offre conforme la moins chère

Les éventuelles notes inférieures à 0 n'auront pas d'incidence sur les notes relatives aux autres critères (pas de retrait de points).

#### Détection des offres anormalement basses

Afin de détecter les offres anormalement basses au sens de l'article R2152-3 du code de la commande publique :

- Une première moyenne M1 sera calculée sur la base de toutes les offres remises et jugées acceptables.
- Les offres situées à plus de 20 % au-dessus de cette moyenne seront exclues du calcul de la moyenne M2.

- Une seconde moyenne M2 correspondant à la moyenne de toutes les offres remises et jugées acceptables à l'exclusion de celles situées plus de 20 % au-dessus de la moyenne M1 sera ensuite calculée.

Sont potentiellement anormalement basses, les offres situées à plus de 15 % en-dessous de la moyenne M2. Ces offres doivent faire l'objet de la procédure prévue aux articles R2152-3 à R2152-5 du Code de la Commande Publique

### 5.3. Régularisation d'une offre

Si l'une des pièces demandées à l'appui de l'offre n'est pas fournie ou n'est pas complétée dans sa totalité par le candidat, son offre sera jugée incomplète et par conséquent irrégulière, c'est-à-dire non conforme à l'objet du marché public.

Conformément aux articles R.2152-1 et R.2152-2 du CCP, le pouvoir adjudicateur se réserve la faculté de régulariser une offre jugée irrégulière ou inacceptable, à condition que cette dernière ne soit pas anormalement basse et soit régularisable, c'est-à-dire qu'elle puisse être régularisée sans engendrer une modification de ses caractéristiques substantielles.

Les offres jugées inappropriées ne sont pas régularisables et sont d'office éliminées.

Cette régularisation n'étant qu'une possibilité pour le pouvoir adjudicateur, les candidats sont invités à remettre une offre complète et conforme et donc régulière dès le départ.

## 6. ARTICLE 6 – ACCEPTATION DU REGLEMENT DE CONSULTATION

La participation à la présente consultation emporte pour le candidat l'acceptation, sans réserve d'aucune sorte, du présent règlement.

## 7. ARTICLE 7 - RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES

### 7.1. Renseignements administratifs et techniques

Pour obtenir tous les renseignements complémentaires qui leur seraient nécessaires au cours de leur étude, les candidats devront faire une demande écrite par voie électronique sur la Plateforme : <https://www.alsacemarchespublics.eu>

Les candidats doivent, s'ils relèvent une imprécision ou une contradiction entre les différents documents du dossier de consultation, en aviser dans les conditions susmentionnées. Dans le cas contraire, il sera considéré que l'imprécision ou la contradiction ne fait pas obstacle à la complète information des candidats sur l'objet et l'étendue réelle du marché projeté.

### 7.2. Voies et délais de recours

Toute contestation intervenant dans le cadre de la présente consultation devra en premier lieu être soumise au maître d'ouvrage, préalablement à toute saisine du Tribunal Administratif.

Le tribunal compétent :

Tribunal Administratif de Strasbourg 31 Av de la Paix  
BP 51038

67 000 STRASBOURG

Tél : 03 88 21 23 23

Courriel : [greffe.ta-strasbourg@juradm.fr](mailto:greffe.ta-strasbourg@juradm.fr)

Adresse internet(U.R.L) : <http://www.strasbourg.tribunal-administratif.fr/>

Les voies de recours ouvertes aux candidats sont les suivantes : Référé pré-contractuel prévu aux articles L.551-1 à L.551-12 du Code de justice administrative (CJA), et pouvant être exercé avant la signature du contrat. Référé contractuel prévu aux articles L.551-13 à L.551-23 du CJA, et pouvant être exercé dans les délais prévus à l'article R. 551-7 du CJA. Recours pour excès de pouvoir contre une décision administrative prévu aux articles R. 421-1 à R. 421-7 du CJA, et pouvant être exercé dans les 2 mois suivant la notification ou publication de la décision de l'organisme (le recours ne peut plus, toutefois, être exercé après la signature du contrat). Recours de pleine juridiction ouvert aux tiers justifiant d'un intérêt lésé, et pouvant être exercé dans les deux mois suivant la date à laquelle la conclusion du contrat est rendue publique.